



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION

**relatif à l'exploitation d'un site de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole, de préparation et
stockage de vins,**

classé pour la protection de l'environnement

exploité par la société SAS DE LA BOURGADE

sur la commune de Sigogne

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 1999 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2251 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

Vu la preuve de dépôt d'une déclaration le 23 décembre 1994 de l'existence d'un chai de vinification exploité par la société DE LA BOURGADE sur la commune de Sigogne ;

Vu le récépissé de déclaration du 15 décembre 1998 délivré à la société DE LA BOURGADE pour l'exploitation d'une installation de stockage d'alcools de bouche d'un volume de 54,2 m³ située au 20 rue de la borderie sur la commune de Sigogne ;

Vu le récépissé de déclaration du 19 septembre 2013 délivré à la société DE LA BOURGADE suite à la modification des installations susvisées ;

Vu la preuve de dépôt d'une déclaration le 11 mai 2023 par la société DE LA BOURGADE d'une installation de stockage d'alcools de bouche d'un volume de 236 m³ située au 20 rue de la borderie sur la commune de Sigogne ;

Vu la preuve de dépôt d'une déclaration le 24 juillet 2023 de modifications des installations de stockage d'alcools susvisées ;

Vu la demande du 27 novembre 2024, présentée par la société DE LA BOURGADE dont le siège social est situé au 20 rue de la borderie 16200 Sigogne, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter, à cette même adresse, une installation de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande le 24 avril 2025 suite à la demande de compléments formulée par l'inspection le 18 mars 2025 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision du 27 mars 2025 du président du tribunal administratif de Poitiers, portant désignation d'un commissaire-enquêteur ;

Vu l'avis de consultation du public portant l'organisation d'une consultation publique pour une durée de 3 mois consécutifs, du 30 juin au 30 septembre 2025 inclus, sur la commune de Sigogne ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication du 14 juin 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Sigogne ;

Vu le registre d'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur du 11 octobre 2025 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 08 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 04 décembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 07 décembre 2025 n'émettant pas d'observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac

ARRÊTE

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations exploitées relèvent des rubriques et régimes ICPE suivants :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation et quantité autorisée	Régime
4755-2.a	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants, présentant des propriétés équivalentes à des liquides inflammables de catégories 2 ou 3.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40% , la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³</p> <p><small>Quantité Seveso seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t. Quantité Seveso seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t.</small></p>	<p>Nombre de cellules :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 chais divisés en 2 cellules de 499m² • 1 chai d'une cellule de 499 m² <p>QSP* :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cellule 1 : 835,6 m³ • cellule 2 : 817,1 m³ • cellules 3 à 5 : 795 ,6 m³ • cellules 6 à 7 : 733,6 m³ <p>QSP = 5 506,7 m³ (ou 4871 t)</p>	A
2251-2	<p>Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3642.</p> <p>La capacité de production étant :</p> <p>2. Supérieure à 500 hl/an, mais inférieure ou égale à 20 000 hl/an</p>	<p>Cuves extérieures :</p> <p>19 949 hl/an</p>	D

A : Autorisation

D : Déclaration

QSP : Quantité susceptible d'être présente

La quantité d'alcools de bouche stockés étant inférieure au seuil des 5000 t, l'établissement ne relève pas de la directive Seveso.

Les installations exploitées relèvent également de la rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) suivante (« loi sur l'eau ») :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature et caractéristiques de l'installation	Régime
2150-2	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de bassin versant amont, - Rejet des eaux pluviales des bâtiments existants vers le réseau communal, - Régulation des eaux pluviales via un ensemble de noues pour les nouvelles installations. <p>Surface de collecte des eaux pluviales : 2,25 ha</p>	D

D : Déclaration

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS DE LA BOURGADE, (SIRET 434 740 973 000 20), dont le siège social est situé au 20 rue de la borderie 16369 Sigogne, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Sigogne, au 20 rue de la borderie (coordonnées Lambert 93 : X = 455 127 et Y = 6 519 985), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Sigogne	OC 2274 - 2195 - 1960 - 1887 - 0524 - 1964 - 1963 - 1962.

Les travaux ou aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation se déclinent en différentes tranches :

Tranche	Dates prévisionnelles de démarrage
Cellule 1 (chai 1)	Existant (déclaration ICPE antérieure)
Cellules 2 à 7	À partir de 2026, à raison d'une cellule tous les 3 ans

Les trois chais anciens en limite nord du site sont vidés et désaffectés :

- le cas échéant, à compter de la mise en service d'une des nouvelles cellules 2 à 7 ;
- en tout état de cause, dans un délai maximum de 3 ans.

L'exploitant informe l'inspection à chaque nouvelle cellule mise en service ou en cas de retard significatif sur les dates prévisionnelles de démarrage susmentionnées.

Les cellules non construites à la date d'entrée en vigueur d'éventuelles nouvelles prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique 4755 devront respecter ces éventuelles nouvelles prescriptions générales, y compris celles relatives aux dispositions constructives.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 2,25 ha.

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.2.2 Implantation des installations

Les installations citées aux articles 1.2.1 et 1.2.3 sont reportées avec leurs références sur le plan de situation annexé au présent arrêté.

Les chais de stockage d'alcools sont implantés à une distance minimale de 15 m des limites de propriétés des tiers et sont séparés les uns des autres par un espace libre de tout encombrement, non couvert, d'une largeur de 6 m minimum.

Article 1.2.3 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Stockages d'alcool de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface	Modalités de stockage au sein de la cellule	QSP
Chais anciens 1, 2 et 3	/	Chais vidés et désaffectés à compter de la mise en service d'une des nouvelles cellules 2 à 7, et avant 3 ans.	255,2 m ³ (jusqu'aux conditions évoquées ci-contre)
Cellule 1	499 m ²	- 4 tonneaux bois de 43,5 m ³ - 2 cuves inox de 62 m ³ - barriques en bois de divers volumes	835,6 m ³
Cellule 2	499 m ²	- 5 tonneaux bois de 43,5 m ³ - 1 cuve inox de 62 m ³ - barriques en bois de divers volumes	817,1 m ³
Cellules 3, 4 et 5	499 m ²	- 3 cuves inox de 62 m ³ - barriques en bois de divers volumes	795,6 m ³
Cellules 6 et 7	499 m ²	- 2 cuves inox de 62 m ³ - barriques en bois de divers volumes	733,6 m ³

Préparation et stockage de vins

Désignation	Surface	Contenu / Modalités de stockage	QSP
Local de vinification	/	- 1 conquet et 2 pressoirs de puissance 10 kW chacun - 2 aérothermes (refroidissement des cuves à vin)	/
Cuves à vin extérieures	/	- 1 cuve inox de 739 hL - 12 cuves inox de 1145 hL - 5 cuves inox de 1094 hL	19 949 hl

Installations et équipements connexes+

Désignation	Éléments caractéristiques
3 aires de chargement/déchargement d'alcools pour les camions-citernes	- Implantées le long des parois Est des cellules 1 et 3, et le long de la paroi Ouest de la cellule 6. - D'une surface de 56 m ² chacune - Étanches et connectées au réseau de rétention dépotée - Équipées d'une prise de mise à la terre
Bassin de rétention déportée	630 m ³
Fosse d'extinction	120 m ³
Noûe de régulation et d'infiltration des eaux pluviales	270 m ³ , équipée en amont d'un séparateur à hydrocarbures

Réserve incendie	<ul style="list-style-type: none"> - Réserve communale de 590 m³, située à moins de 200 m des chais, avec 5 points d'aspiration - Piscine de 120 m³ avec un point d'aspiration
Aire de lavage de matériel agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Les eaux de lavage de matériel agricole en période de vendange sont évacuées vers le réseau d'eaux usées communal via un dégrilleur ; - Les eaux de lavages chargées en produits phyto sont collectées dans un IBC de 1 m³ et envoyées chez un prestataire pour traitement

CHAPITRE 1.3 CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.3.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de dangers de référence¹, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

Article 1.3.2 Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, le présent arrêté cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Article 1.3.3 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En cas de cessation d'activité, les conditions de remise en état comprennent notamment les opérations suivantes :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- excepté les éléments de structure des bâtiments, l'ensemble des équipements et installations concourant aux activités de stockage ainsi que leurs utilités seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

Article 1.3.4 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,

¹ L'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Commune du réseau	Prélèvement maximal
Réseau d'alimentation en eau potable	Sigogne	1 640 m ³ /an

CHAPITRE 2.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 2.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les **eaux pluviales non souillées** et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) ;
- les **eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées** (eaux de voiries et des aires de chargement/déchargement) ;
- les **eaux polluées** (eaux de lavage, etc.) ;
- les **eaux de purge des circuits de refroidissement** ;
- les **eaux d'épalement** (eau utilisée pour vérifier la contenance des barriques, tonneaux et cuves) ;
- les **eaux domestiques** (eaux vannes, de lavabos et douches, de cantine, etc.) ;
- les **écoulements pollués lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt n°1	X = 455 065,67 m	Eaux pluviales issues des toitures	Milieu naturel via une	Calcaires du Jurassique

	Y = 6 519 802,71 m	des chais	noue d'infiltration	supérieur du bassin versant de la Charente moyenne (code sandre FRFG016C)
Pt n°2	X = 455 077,27 m Y = 6 519 844,24 m (sortie séparateur eau / HC noue)	Eaux pluviales issues des voiries et des aires de dépotage, susceptibles de comporter des hydrocarbures et autres polluants, en sortie du séparateur à hydrocarbures	Milieu naturel via une noue d'infiltration	Calcaires du Jurassique supérieur du bassin versant de la Charente moyenne (code sandre FRFG016C)
Pt n°3	X = 455 084,77 m Y = 6 519 956,31 m (sortie séparateur eau / HC aire de lavage)	Eaux de l'aire de lavage agricole (sauf eaux comportant des produits phytosanitaires, envoyées vers un IBC et traitées par un prestataire)	Réseau de traitement communal	/

CHAPITRE 2.3 LIMITATION ET SURVEILLANCE DES REJETS

Article 2.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites d'émission (VLE) en concentrations ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°2 et n°3 (cf article 2.2.1)

Paramètre	Code SANDRE	Rejets n°1 et n°2 : eaux pluviales des voiries, aires de dépotage et aire de lavage
		Concentration maximale
MES	1305	100 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Article 2.3.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètres	Codes SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
2	MES, DCO, Hydrocarbures totaux	1305, 1314, 7009	Prélèvement continu d'une demi-heure, ou deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure (en temps de pluie)	Annuelle
3	MES, DCO, Hydrocarbures totaux	1305, 1314, 7009	Prélèvement continu d'une demi-heure, ou deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure (en temps de pluie ou pendant une opération de lavage)	Annuelle

TITRE 3 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et automatique. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque cellule de stockage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis la cellule de stockage. Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues de la cellule de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément aux normes en vigueur.

Les DENFC, en référence aux normes en vigueur, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ; la classe SL 0 est utilisable si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Article 4.1.3 Organisation des stockages

I. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage.

II. L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations...) dans les cellules de stockage permet une libre circulation du personnel et des services de secours.

En particulier, chaque cellule de stockage respecte les conditions d'aménagements suivantes :

- une allée principale (centrale ou latérale) de 3 m de largeur minimum est aménagée,
- aucun récipient ou réservoir de stockage d'eau-de-vie n'est éloigné de plus de 15 m de l'allée principale.

Article 4.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité des installations

I. Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

II. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

III. La voie d'accès aux installations jusqu'à la voie engins définie ci-après respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ;

Article 3.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du respect, dans les zones à émergence réglementée, des valeurs d'émergence admissibles fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour : de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 3.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les installations de stockage d'alcools (chais) respectent les dispositions constructives suivantes :

Dispositions constructives pour l'ensemble des chais			
Sol / Toitures	Murs	Portes / Fermetures	Parois séparatives
<ul style="list-style-type: none">Sols en matériaux incombustiblesCharpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure)Toiture et couvertures Broof (t3)Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1.	<ul style="list-style-type: none">Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) jusqu'à une hauteur de 6,87 m.	<ul style="list-style-type: none">Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule :<ul style="list-style-type: none">- judicieusement réparties,- E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure),- de largeur minimale 0,8 m- équipées de seuils ou grilles ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur.	<ul style="list-style-type: none">Séparation du chai en deux cellules par deux parois REI 240 avec acrotère dépassant d'au moins 1 m la couverture de toiturePas de porte de communication entre les cellules séparées par la paroi.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Désenfumage

Les 7 cellules de stockages d'eaux-de-vie sont équipées en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

- dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

IV. L'installation dispose d'une voie « engins » permettant la circulation sur au moins un demi-périmètre de chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie.

La voie engins est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupée par les eaux d'extinction.

La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la pente au maximum de 15 % et la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;
- elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

V. À partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues des cellules de stockage par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum sans avoir à parcourir plus de 60 m.

Article 4.1.5 Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes, selon les caractéristiques techniques en vigueur. Ces voies « échelles » sont identifiées et matérialisées sur site.

Article 4.1.6 Capacité des rétentions

Chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie et chaque aire de chargement/déchargement est associée à une capacité de rétention étanche déportée commune d'au moins 630 m³.

Article 4.1.7 Gestion des rétentions et des stockages associés

Les dispositions prévues au II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les rétentions et les zones de collecte associées font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et un examen visuel annuel approfondi.

Article 4.1.8 Dispositions spécifiques aux réservoirs, dont les tonneaux en bois et cuves inox

L'exploitant met en œuvre les dispositions spécifiques aux réservoirs prévues au III de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.9 Dispositions spécifiques à la rétention déportée

Les dispositions prévues au IV de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les écoulements recueillis sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse de 120 m³ permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ; en particulier lorsque plusieurs zones à risque sont associées à un même réseau de collecte des écoulements accidentels, des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.) sont judicieusement placés afin d'éviter toute propagation par le réseau de vapeurs ou d'effluents enflammés entre les installations ;
- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée (10 l/min/m² au minimum) ;
- résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;
- canaliser, par zones de collecte n'excédant pas 250 m², les écoulements accidentels par des rigoles, murets, bosselages,... sur l'ensemble de la surface de la cellule de stockage ;
- être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. La cuvette de rétention et la fosse d'extinction sont situées à plus de 15 m des limites du site.

La fosse d'extinction est implantée en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers pour les scénarios d'incendie d'une durée inférieure à 4 h.

L'exploitant dispose des moyens permettant d'éviter l'inflammation des effluents dans la fosse d'extinction.

La rétention déportée et la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, et en cohérence avec les éléments présentés dans son étude de dangers, dont notamment l'objectif d'évacuation de la quantité d'alcools contenue dans une cellule en moins de 4 heures, le dimensionnement et les caractéristiques des réseaux et de la fosse d'extinction en fonction des débits potentiels d'effluents enflammés. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

Les vérifications périodiques portent sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) selon les fréquences minimales suivantes :

- le cas échéant, un contrôle bimensuel du maintien en eau des siphons anti-feu (regards siphonides, regards étouffoirs, etc.),
- un contrôle visuel annuel des ouvrages,
- un contrôle annuel des réseaux avec envoi d'eau,
- un contrôle des réseaux enterrés par caméra tous les 10 ans.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques et les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées dans un document de suivi.

Article 4.1.10 Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses

L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses prévues au V de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.1.11 Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

Les dispositions prévues au VI de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

Les aires de chargement/déchargement sont matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation des bâtiments qu'elles desservent.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

La surface des aires de chargement/déchargement d'alcools est au maximum de 56 m².

Article 4.1.12 Bassin de confinement des eaux d'extinction incendie

Les dispositions prévues à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La capacité de rétention déportée de 600 m³ définie à l'article 4.1.6 du présent arrêté constitue également le dispositif de confinement des eaux d'extinction, dimensionné conformément à l'article 26 bis susvisé.

En cas de débordement de cette capacité de rétention déportée, les écoulements sont canalisés vers la noue d'infiltration.

CHAPITRE 4.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

Article 4.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité les mesures figurant en pages 142 à 144 de l'étude de danger, présente dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.

Article 4.2.2 Contrôle des accès

Les dispositions prévues à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 4.2.3 Électricité statique – Mise à la terre

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 4.2.4 Installations électriques

Les dispositions prévues aux A à D de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » à incandescence est interdit. Il doit être fait usage de lampes dites « baladeuses » à fluorescence sous réserve qu'elles présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique. En aucun cas, les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les chais disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, disjoncteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Article 4.2.5 Événements

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$Se = \frac{U_{fb}}{3600 Cd} * \left(\frac{P_{air}}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

P_{air} : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³).

Cd : coefficient aérodynamique de l'événement (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

U_{fb} : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$U_{fb} = 70900 * A_w^{0,82} * \frac{R_i}{H_v} * \left(\frac{T}{M} \right)^{0,5}$$

A_w : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

H_v : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

Ri : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'évents, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

CHAPITRE 4.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 4.3.1 Système de détection automatique

L'exploitant met en œuvre, sur l'ensemble des bâtiments à risques d'incendie, les dispositions relatives à la surveillance et au réseau de détecteurs prévues à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une ou plusieurs réserves d'eau totalisant un volume minimal de 590 m³, situées à moins de 200 m du site et associées à 5 aires de stationnement pour les engins de secours, matérialisées et carrossables.

Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie et à proximité des aires de chargement et de déchargement, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;
- pour chaque cellule/chai : au moins deux robinets d'incendie armés (RIA) équipés en dispositif à mousse avec un émulseur prévu pour l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées.

TITRE 5 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 5.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2) D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3) D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 5.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

CHAPITRE 5.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée dans la mairie de Sigogne et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché dans la mairie de Sigogne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, à savoir la commune de Sigogne, Rouillac, Vaux-Rouillac, Foussignac et Grand Cognac ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

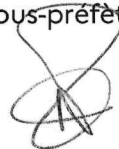
CHAPITRE 5.6 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente, la Sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le Maire de Sigogne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS DE LA BOURGADE et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 23 DEC. 2025

Pour le préfet et par délégation

La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

